

Nous et le P.O.U.M.

TRIBUNE LIBRE

Nous croyons que les lecteurs de l'Espagne Nouvelle apprécieront cet article, un des derniers qu'aient écrits le camarade Berneri, et qui fut publié par l'Adunata dei Refrattari del premier et 8 mai 1937. Il contribue à la mise au point d'un problème toujours actuel, celui des relations entre marxistes-révolutionnaires et anarchistes.

LA CALOMNIE A L'ŒUVRE

Suivant les instructions du P.O.U.M., la presse de la III^e Internationale a déclenché et continué à mener une violente campagne contre le P.O.U.M., c'est-à-dire contre le Parti Ouvrier d'Unification Marxiste d'Espagne.

Cette campagne est d'un caractère tendancieux et d'une violence inouïe.

Le journaliste bolchéviste Michel Koltzov accuse en bloc les miliciens du P.O.U.M. d'être des lâches et se complait à rapporter que :

«...les détachements du P.O.U.M. des Brigades Internationales ont été dissoutes et leurs commandants chassés du front de Madrid.» (Humanité, Paris 24-1-37)

L'organe communiste centriste *El Grido del Popolo* de Paris (14-3-37) dit dans une de ses correspondances de Barcelone :

« Et les trotskystes du P.O.U.M. ? Au milieu de cet enthousiasme, dans ce nouvel effort grandiose que poursuit le peuple, ces agents du fascisme ont envoyé circuler dans la ville, plusieurs jours de suite, un canion avec l'inscription énorme : « Organisations la lutte contre le fascisme au front et la lutte contre le réformisme à l'arrière. »

« Combien sont lâches ces contre-révolutionnaires qui se gardent bien, au front, de se battre contre le fascisme, mais qui, en revanche, à l'arrière, sont le prétexte de combats et de réformes, combattant les efforts du Front Populaire pour mettre la nation sur pied de guerre. Mais le peuple d'Espagne, en faisant justice de ces bandits, marche droit à la victoire. »

En Espagne, la presse et les représentants du P.S.U.C. ne tiennent pas un autre langage. « *Mundo Obrero* », organe du P.C. espagnol affirmait dans son numéro du 29-1-37 :

« Nous devons lutter sans trêve contre les éléments trotskystes ! Ce sont les meilleurs auxiliaires de Franco dans notre pays... » Le P.O.U.M. est un avant-Poste ennemi dans notre propre pays.

« Dans chaque mouvement révolutionnaire, les plus dangereux sont ceux qui se convertent du manteau de l'Amitié pour le poignarder dans l'épaulé. Dans chaque guerre, les plus dangereux ne sont pas les ennemis qui occupent les tranchées du front, mais les espions et les saboteurs. Le P.O.U.M. est de ceux-là. »

Ahora, organe de la Jeunesse Socialiste Unifiée, disait, le 27-1-37 :

« Liquidons une fois pour toutes cette fraction de la cinquième colonne. Le peuple soviétique, avec sa justice implacable contre le groupe des saboteurs et assassins trotskystes, nous montre le chemin. »

Juan Comorera, militant influent du P.S.U.C. et représentant de l'U.G.T. au gouvernement de Catalogne, déclarait dans un de ses discours (25-1-37) :

« Ceux qui critiquent le Conseil de la Généralité sont des agents provocateurs, qui remuent les bas-fonds de la société. Et encore : « A mort, non le fascisme qui est déjà mort sur les champs de bataille, mais les agents provocateurs. »

Dans la même réunion, Uribe, député communiste, proclamait :

« Pour gagner la guerre, il faut travailler à extirper le chancre du trotskisme. »

A son tour, Carrillo, secrétaire général de la Jeunesse Socialiste Unifiée, affirmait à leur suite :

« La politique des trotskystes, disant que nous lutons pour la révolution sociale, est la politique des envahisseurs, est la politique des fascistes. »

Enfin, la presse de l'U.G.T. a publié des énormités de ce genre :

« Les stations de radio de Turin et de Bolzano sont parfaitement synchronisées avec « La Batalla » et avec les stations de radio du P.O.U.M. » (Claridad, 26-1-37)

Les diffamations publiées contre le P.O.U.M. sont tellement colossales qu'elles mériteraient d'être rassemblées comme documents de la mauvaise foi du Komintern et des bons centristes.

Que la campagne contre le P.O.U.M. soit inspirée par Moscou est prouvé, entre autres, par le fait que ce sont des journalistes officiels comme Koltzov, qui dirigent les attaques, appuyés par les interventions consulaires du genre de celle du consul russe à Barcelone qui, dans une note à la presse, a dénoncé « La Batalla » comme « vendue au fascisme international. »

BOLCHEVISTES ET ANARCHISTES

C'est Moscou qui a interdit à l'Espagne antifasciste de donner asile à Trotsky, qui a opposé son veto à l'entrée des représentants du P.O.U.M. dans la Junta de Défense de Madrid et au Conseil de la Généralité de Catalogne. C'est Moscou qui veut un gouvernement fort d'où seraient exclus « les insulteurs de l'U.R.S.S. ». Les diffamations et les menaces sont suivies d'actes plus regrettables encore : à Madrid, le siège de la Jeunesse du P.O.U.M. a été envahi et saccagé ; les journaux du P.O.U.M. ont été suspendus et frappés d'amendes et on commence de « Treball » à « Mundo Obrero » à exiger la suppression du P.O.U.M. Les fascistes sont les seuls naturellement à profiter de cette situation. Le Conseil de la Généralité de Catalogne suspend pendant quatre jours « La Batalla » et aussitôt Radio-Burgos informe que les divergences au sein du Front Populaire sont de plus en plus graves et que le directeur de « La Batalla » a été arrêté pour avoir publié de violents articles contre le gouvernement de Valence. Et le « Temps » (18-11-37), donnant les télégrammes de Burgos et de Barcelone relatifs à la suspension du quotidien communiste le titre : *Aggravation des divergences politiques.*

Quelle est l'attitude des anarchistes à l'égard de cette lutte entre le P.S.U.C. et le P.O.U.M. ?

L'hebdomadaire communiste de Paris : « Vendredi » (26-3-37) a reconnu, sous la plume de Marc Bernard que les anarchistes :

«...servent d'éléments malfaisants entre les deux partis qui s'affrontent avec le plus d'âpreté : le P.S.U.C. et le P.O.U.M. »... Ils adressent des adjurations à l'un et à l'autre parti pour que ces discussions demeurent courtoises, ils rappellent que tout l'effort doit porter contre l'ennemi commun. »

Et il en est effectivement ainsi. Un manifeste de la Jeunesse Libertaire de Barcelone dit :

« Nous ne sommes pas disposés à nous solidariser avec ceux qui prétendent rabaisser certains camarades à un discrédit avilissant pour satisfaire de simples appétits politiques en lançant de gigantesques vagues de calomnies et d'infamies contre eux, tout en sachant qu'ils meurent comme c'est le cas pour ceux qui accusent la Jeunesse Communiste d'Étrique. »

« Nous crions aujourd'hui de toute la force de nos poumons. Avez ! Avez ! Il n'est pas juste que pour des appétits malsains on veuille anéantir une organisation qui a lutté et qui continue à lutter, de concert avec les autres pour le triomphe de la Révolution Espagnole. »

Répondant au discours pogromiste de Comorera, déjà cité, « Solidaridad Obrera », organe régional de la CNT disait le 6-2-37 :

« Si le camarade Comorera n'y voit pas de mal, nous lui donnerons un conseil amical. Celui-ci : qu'il soit prudent ; qu'il contrôle sa langue ; qu'il fasse montre de ce sens des responsabilités qu'il recommande tant aux autres ; qu'il abandonne ses prétentions injustifiées et travaille noblement pour la cause commune, au lieu de provoquer par ses interventions malencontreuses de nouvelles tempêtes d'indignation ; qu'il pense que la vieille politique n'est pas tolérable, que ces procédés ne sont pas à conseiller ; qu'il tienne compte que nous sommes en Catalogne, que la guerre est en cours et que nous lutons pour la révolution. »

« Affirmer que quiconque critique le Conseil de la Généralité est un agent provocateur et cherche à remuer les bas-fonds de la population, c'est déjà renouer la discipline que nous tous devons respecter. »

« Il est inexact, et d'ailleurs nul ne le croit, pas même ceux qui l'écrivent, de dire que le P.O.U.M. sert le fascisme. Le P.O.U.M. a bien démontré qu'il est un parti nettement antifasciste et authentiquement révolutionnaire. »

Des déclarations analogues sont faites par « CNT » de Madrid et en général par la presse anarchiste.

Un parti qui a eu plusieurs dirigeants (Maurin, Etchebehere, José Oliver, Germinal Vidal, Pedro Villarosa, Louis Grossi, Louis Blanco, etc.) tombés dans la lutte et qui occupe, par le rapport entre ses cadres et ses pertes, le premier rang, après nous, dans la lutte contre le fascisme, ne peut, sans que la vérité soit faussée et la justice violée, être présenté comme un amalgame de lâches et d'agents de Franco-Hitler-Mussolini », ainsi que la presse du Komintern continue à le présenter, de la « Pravda » à « l'Humanité », et de « Treball » à « Mundo Obrero ».

Un parti qui a des milliers d'hommes sur les divers fronts et qui, spécialement en Catalogne, prédomine dans certaines localités, n'est pas une force négligeable. Parler, comme le font certains « dominicains » du P.S.U.C. de supprimer ce parti est plus qu'un délit contre la liberté, c'est un acte de sabotage contre la lutte antifasciste.

QUEST-CE QUE LE P.O.U.M. ?

Il est né en Catalogne, en septembre 1935, de la fusion du Bloc Ouvrier et Paysan (B.O.C.) avec la Gauche Communiste. En Catalogne, le Parti Socialiste a toujours été faible et les éléments révolutionnaires militaient dans les rangs de la CNT. En 1919, cette organisation syndicale à tendance anarchiste adhéra, sous l'influence de Pestania, à l'Internationale Communiste, mais en 1922, au Congrès de Saragosse, elle reprit sa liberté. Un groupe de militants resta fidèle, quoique critiquant la tactique à l'Internationale Communiste et s'efforça, Maurin à sa tête, de donner une orientation marxiste au mouvement révolutionnaire catalan. Le Parti communiste espagnol, fondé en 1920 par Borodine, démissionnaire de l'I.C., se limita à amalgamer quelques socialistes-démocrates sympathisants avec le bolchévisme. La politique dictée par l'I.C. provoqua de nombreuses scissions au sein du P.C. espagnol. Un premier groupe se détacha avec Arquer, Miravittes, Coll, Montserrat, Rodes et d'autres et en 1930, la Fédération Communiste Catalane entière, en désaccord avec les directives moscovites, fut exclue du Parti.

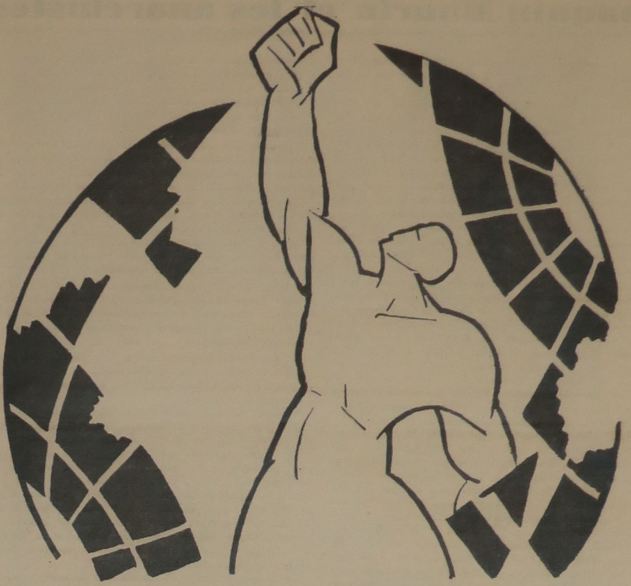
De la fusion de cette fédération avec les nouveaux d'opposition précédemment détachés du parti, sortit en Mars 1931 le Bloc Obrero y Campesino qui s'affirma en Catalogne et qui eut aussi un certain prolongement aux Asturies, à Madrid, dans le Levant et dans le Sud. Le B.O.C. pour s'opposer au péril fasciste préconisa l'« Alliance Ouvrière ». En septembre 1935, de la fusion du B.O.C. et de la Gauche Communiste sortit le P.O.U.M. Le 19 juillet 1935, le P.O.U.M. fut aux côtés de la FAI et de la CNT dans l'héroïque résistance au putsch militaire fasciste et organisa des colonnes qui se portèrent sur différents fronts (8.000 hommes). Le P.O.U.M. ne peut être défini comme parti trotskyste dans la mesure où il n'a de liens directs et prédominants ni avec Trotsky qui le désavoua, ni avec les fidèles de Trotsky qui l'attaquent. Il y a dans le P.O.U.M. une petite fraction qui, grosso modo, peut être considérée comme trotskyste, mais la majorité des trotskystes espagnols sont en dehors du P.O.U.M.

On dit que le P.O.U.M. est contre l'U.R.S.S. En réalité, le P.O.U.M. exalte la révolution russe d'Octobre 1917, déclare qu'il participerait à la défense du prolétariat russe s'il était attaqué par un Etat bourgeois et ne cesse d'exalter l'aide apportée par le peuple russe à l'Espagne antifasciste, mais se brûle pas d'encens devant Staline, il ne se nie au gouvernement de l'U.R.S.S. le droit d'imposer sa propre politique au peuple espagnol en échange de l'aide qu'il lui fournit.

On dit enfin que le P.O.U.M. est contre le Front Populaire. En réalité ce parti est contre la tendance qui voudrait dissocier la guerre civile de la révolution sociale.

(A suivre).

C. B.



SAUVEZ-LES !

ARMANETTI Dante

Fils de Angelo et de Sordi, Elisabetta, âgé de 51 ans, né à Pontremoli (Italie) ; domicilié à Barcelone, Ronda Fernin Salvoches, n. 38, 4^e la ; appartient au mouvement révolutionnaire italien depuis plus de vingt ans ; persécuté par le gouvernement fasciste et exilé aux îles Lipari.

Ayant obtenu sa libération, il put s'expatrier clandestinement, avec d'autres camarades antifascistes. Réfugié en France (Chambéry), coopère avec les meilleurs éléments antifascistes italiens, lesquels trouvent en lui un précieux organisateur et propagandiste ; nous le considérons comme un des plus sûrs éléments de l'émigration italienne.

Les autorités fascistes, en apprenant son activité, se sont livrés à des représailles sur sa famille en Italie.

Le 15 janvier 1937, il vient en Espagne et ne peut partir au front à cause de son âge avancé et de son état de santé (souffre de myopie aigüe). Il se dévoue au travail de propagande et assure les relations entre les compagnons italiens et leurs familles.

CRESPI Pompeo

Né à Gênes (Italie) en 1897, a participé à la grande guerre comme sous-officier de la marine de guerre italienne, a déserté au cours d'une escale dans le port de Bakoum et est allé donner son aide au peuple russe démontrant sa solidarité en faveur de la Révolution ; il est resté en Russie jusqu'au mois de décembre 1920.

De retour en Italie parce que gracié de la peine de mort prononcée contre lui par le gouvernement Nitli, il lutta dans les rangs de la garde du peuple (Arditi del Popolo). Persécuté par les fascistes, il fut molesté et, après la prise du pouvoir par ses derniers, n'eût d'autres ressources que de se réfugier en France où il travailla jusqu'en septembre 1934, date à laquelle il vint en Espagne. Il y travaille et se marie avec une Espagnole.

Lors du soulèvement fasciste, il offre son aide au peuple espagnol contre les militaires et, le 28 juillet 1936, part au front avec la colonne Ascaso et prend part comme tous aux combats. Le 22 novembre de la même année, au front d'Almudover, commandant une batterie d'artillerie, il est blessé d'une balle et dirigé sur l'hôpital. Il n'est pas possible de lui extraire le projectile, logé entre le poumon et l'omoplate. Sortant de l'hôpital, sans que le projectile soit extrait, il désire remonter au front toujours à la même colonne à sa batterie ; le 15 avril 1937, participant à l'action du Carrascal, il est blessé une autre fois par la mitraille ennemie au poumon droit et garde le lit jusqu'au 20 juillet 1937.

La commission de santé militaire le réforme en le proposant pour une pension. Crespi refuse la pension et demande à repartir au front. Le 22 juillet, il est de retour parmi ses camarades, mais au bout de quelques jours, ses blessures le font souffrir ; il ne peut

garder sa place. En échange de sa pension, il demande du travail pour gagner sa vie et celle de sa femme. Le 3 septembre, il obtient un emploi à Angela de Ribas de Fresser, comme chef de cuisine. Le même jour, il part à Ribas, où il travaille jusqu'à son arrestation.

COCCIARELLI, Carlo

Né à Ancone (Italie), le 26 août 1892, il appartient au mouvement révolutionnaire italien dès 1910. A été l'un des fondateurs des « Arditi del Popolo », association formée contre les premiers groupes fascistes.

En 1922, il est blessé par les fascistes au bras gauche et condamné pour rébellion par le tribunal fasciste à quinze années de prison ; il peut fuir et s'expatrier, se réfugiant en France, ensuite en Belgique, d'où il est aussi expulsé en 1928.

Revenu en France, il devient membre du secrétariat régional Amsterdam-Peyel, membre du secrétariat général du Front Unique, Secrétaire régional de l'Association des Anciens Combattants Franco-Italiens.

Au mois de septembre 1936, à la formation du bataillon « Garibaldi » de la Brigade Internationale, il est un des premiers engagés, le 29 septembre 1936 ; il se distingue pour son courage et sa bravoure comme lieutenant dans les combats suivants :

Cerro de los Angeles, Casa del Campo, Pozuelo, Aravaca, Bradilla del Monte, Mirabueno, Puente de Retamar, Guadarrama, Jaram, Morata Tajuna, Guadaluajara, Gifuentes, Huesca, Brunete, Campo Oliva, Villa Mayor (Aragon).

Le 6 septembre 1937, il vient en permission à Barcelone, autorisé par le commandant de la Brigade Garibaldi et par le Commissaire Politique.

Le 16 février, nous avons appris l'arrestation de ces trois camarades, qui se trouvaient depuis de très nombreuses semaines en prison et au secret à Barcelone. Une infâme accusation a été élevée contre eux par la clique gouvernementale clericalo-socialo-stalinienne : ils sont inculpés d'espionnage, désertion à l'ennemi, et aide apportée à des camarades qui voulaient retourner hors d'Espagne pour fuir la dictature staliniste. Tous trois sont menacés de mort.

Nous sommes absolument certains que les trois camarades sus-nommés sont incapables d'abandonner leur classe et la cause de la liberté. Leur présence à l'arrière s'expliquait par des permissions régulières ou par leur affectation à un travail civil. Ils ne sont ni des lâches, ni des traîtres, et l'ont abondamment prouvé. Les lâches et les traîtres sont les politiciens qui ont tenté, par de misérables calomnies et des procédés policiers dignes du fascisme, de se débarrasser des militants intégrés, des combattants éprouvés qui, comme Cocciarelli, Crespi et Armanetti, sont venus faire en Espagne le sacrifice de leur vie à leur idéal.

DISETTE DE CHAIR OUVRIERE

Les journaux de Malaga publient une note officielle dans laquelle on demande que tous les ouvriers qui peuvent effectuer des travaux publics : paviers, asphaltiers, tailleurs de pierre, balayeurs, etc., se présentent de toute urgence.

Quand on connaît les moyens de force employés par les fascistes pour se procurer de la main-d'œuvre, pareille invitation est tout un symbole : c'est un peu de la légende de Sombise cherchant son armée. Les factieux cherchent ce qu'ils ont dispersé et exterminé.

Malaga-vient avait 150.000 habitants, plus ceux de la province. Lors de sa chute, en Février 1937, un exode de plus de 50.000 personnes se fit vers Almeria. Dès la première semaine de leur conquête, les rebelles massacrèrent 10.000 personnes. Puis leurs conseils de guerre séjèrent en permanence, envoyant à la mort des milliers d'êtres.

Ce n'est pas seulement pour les travaux de voirie que la question de la main-d'œuvre se pose, elle se pose aussi pour l'exploitation des mines, des ateliers et des champs — preuve en est la récolte d'olives qui s'est opérée, dans les provinces occupées, au milieu des plus grandes difficultés.

Cette dépopulation par l'extermination a déjà apporté à certains conquérants colons d'insurmontables difficultés : même la chair d'esclave n'est pas inépuisable !

Nous avons dans les mains des documents qui prouvent que le cas de Malaga est aussi celui de Séville, de Grenade, de Cadix, de Cordoue, d'Extremadure, de Castille, de Galice, du Pays basque. Au sujet de cette dernière région, voici le témoignage d'un journal argentin à propos d'Eibar :

« Eibar était le peuple exemplaire d'Espagne, exemple d'industrie, de progrès, de paix. Petit peuple perdu dans les montagnes du Guipuzcoa, sa production était si excellent qu'elle obligea la puissante industrie yankee à dresser entre elle des barrières douanières. Naturellement, cette ville fut des premières à proclamer la République. Eibar avait 12.000 habitants ; maintenant, elle n'en a plus que 3.000. Sa population laborieuse était dans l'aisance. Des 3.000 habitants actuels, 1.300 seulement travaillent. Les 9.000 manquants ont été ou fusillés, ou dispersés dans les montagnes, ou jetés en prison, ou ont fui en France.

NOUS ET LE P.O.U.M. (fin)

UN PROGRAMME ACCEPTABLE

Le programme de la Jeunesse Communiste Libérique (P.O.U.M.) forte de 10.000 adhérents est le suivant (Janvier 1937) :

Abrogation de la Constitution Bourgeoise du 14 avril 1931, et dissolution du Parlement ; assemblée des délégués des Comités de gestion, des paysans et des miliciens, élisant le gouvernement ouvrier et révolutionnaire ; droits politiques à tous les jeunes de 18 ans, sans distinction de sexe ; dissolution des organismes de justice bourgeoise et création d'une justice ouvrière ; même chose pour la police ; élimination de la bureaucratie.

La J.C.I. affirme que pour gagner la guerre, il faut : la dissolution des cadres de l'armée bourgeoise ; la mobilisation générale de la jeunesse, la direction militaire unique ; l'élimination des écoles de guerre et la préparation militaire de la jeunesse ; le développement d'une puissance industrielle de guerre et l'organisation du travail volontaire et obligatoire pour la guerre ; l'emploi des délégués fascistes aux travaux de fertilisation.

La J.C.I. ne renonce pas à la Révolution prolétarienne qui pour elle ne fait qu'un avec la guerre civile et qui doit créer une nouvelle économie prolétarienne, basée sur la socialisation de la grande industrie, de la banque et de la terre, par le monopole du commerce extérieur et la nationalisation des services publics.

Tout dans ce programme, dont j'ai relevé les points essentiels, ne coïncide pas avec nos revendications actuelles et avec nos aspirations, mais nul d'entre nous ne pourrait le taxer de contre-révolutionnaire.

Si le P.O.U.M. était une force politique prédominante en Espagne, notre critique trouverait matière à s'exercer. Mais aujourd'hui, le P.O.U.M. est une force auxiliaire dans la lutte antifasciste et dans la résistance à l'étranglement de la révolution, si bien que les différences théoriques entre lui et nous sont bien peu de chose par rapport à l'actualité et aux possibilités d'ensemble sur le terrain de l'action.

Beaucoup de motifs de critique, beaucoup de formules d'agitation du P.O.U.M. adhérent à la réalité et sont des moteurs du développement de la révolution espagnole.

Contre les desseins d'hégémonie et les manœuvres obliques du P.S.U.C., nous devons affirmer inébranlablement et énergiquement l'utilité de la libre concurrence politique au sein des organisations syndicales et l'absolue nécessité de l'unité d'action antifasciste. Cherchons à éviter les tons de prêches, les sermons d'inquisiteurs.

Il faut dire bien haut, que quiconque insulte et calomnie le P.O.U.M. et demande sa suppression, est un saboteur de la lutte antifasciste que l'on ne peut tolérer.

Cette prise de position outre qu'elle adhère à la nécessité de l'heure grave et qu'elle répond à l'esprit de l'anarchisme, constitue la meilleure expérience faite contre la dictature contre-révolutionnaire qui se profite de plus en plus dans le programme de restauration démocratique du P.S.U.C. et dans la disjonction entre révolution et guerre de certains révolutionnaires myopes et désorientés.

C. BERNERI

Si vous n'aimez pas...

le Système Bedeaux les Chiens du patron le Travail à la chaîne les Dévoreurs d'ouvrage



lisez et diffusez : De Taylor à Stakanov

DEUXIÈME ÉDITION Cette brochure est une main de documents et d'arguments et contient en outre les plus beaux passages du "Droit à la Paix" de Paul Lafargue.

L'exemplaire : 0,30 - Les dix : 2,50 - Les cent : 20 francs franco.

C'est une édition des Cahiers de Terre Libre P. Jolinos, 10 rue Emile-Jaimes, Nîmes. C. P. n. 186-90 Montpellier.

Le Travail à la Paix de P. PRUDHOMMEUX Travail typographique exécuté par des ouvriers syndiqués à la CGT-SR.

TRIBUNE LIBRE

Que convient-il de penser du Groupe "Los Amigos de Durruti" ?

ENCORE QUELQUES MOTS SUR UNE CONTROVERSE

La réponse de Prudhommeux à mon dernier article — réponse dont je connaissais l'essentiel avant publication — m'a touché par plus d'un point, et puisque Prudhommeux se déclare Pour les « amis de Durruti », mais avec des réserves, je déclarerai aussi que je ne suis contre qu'avec des réserves.

Ceci n'est pas une boutade, ni une manière de rapprocher, quant au titre deux points de vue différents. Ni ironie, ni conciliation. Je m'explique : Je suis contre les « amis de Durruti » lorsqu'on les monte en épingle et qu'on essaie de les faire passer par ce qu'ils ne sont pas ; mais il peut venir telles circonstances où un mouvement semblable, — c'est-à-dire un mouvement d'opposition organisée au sein de la CNT — pourra avoir sa raison d'être et son utilité. Par exemple, si la guerre finit heureusement, et la situation stabilisée, les dirigeants de la CNT gardaient leurs idées de collaboration, alors j'applaudirai à un mouvement d'opposition. Mais nous sommes encore loin de cette éventualité.

Les « amis de Durruti » ont marqué un moment de la révolution espagnole ; oui !... le moment où les plus impatientes réagissent d'une manière désordonnée — et héroïque — devant une révolution en recul.

De juillet à septembre 36, se place le point culminant de la révolution. A partir de septembre, la bourgeoisie se reprend et organise la contre-révolution. Vers mars-avril 37, les forces du nouvel état (armée et police) étant reconquises, la contre-révolution s'affirme et passe à la provocation.

L'on imagine aisément l'indignation, la colère et l'impatience qui saisissent ceux qui croyaient la révolution assurée.

En un pareil moment, les plus révolutionnaires, plus touchés par cette indignation, ont réagi plus fortement ; des intriguants ont vu voir là aussi l'occasion de jouer un rôle — et en l'absence de tout document je veux bien croire que « les amis de Durruti » appartenaient à la première catégorie. Il est naturel que cela ait créé un mouvement violent, comme il est naturel que les jeunes libertaires, plus ardents et plus emballés (plus révolutionnaires disent les uns ; moins habitués aux responsabilités répondent les autres) aient été fortement touchés par ce courant.

Voilà l'histoire des « amis de Durruti ». Leur action assez réduite du reste, fut-elle bonne ou mauvaise ?... Le certain, c'est que toute l'action provocatrice du parti communiste visait à déclencher une bataille de rues, et qu'en poussant les exaltés dans cette voie, les amis de Durruti ont fait le jeu de la provocation. (L'incident de la Téléphonique de Barcelone aurait pu être réglé pacifiquement ; voir à ce sujet dans le dernier numéro du Combat Syndicaliste comment une opération semblable, contre les spectacles de Barcelone, a échoué.) Le certain encore, c'est que la réaction qui s'est abattue sur l'Espagne et qui a duré de mai à septembre, a eu pour cause le soulèvement de mai à Barcelone (ou plus exactement la propagande faite par le parti communiste sur ces événements.)

Maintenant, ceci ne provient-il pas, — comme le prétendent justement les amis de Durruti — de ce qu'on ne s'est pas lancé dans la voie qu'ils ont préconisée, de ce qu'on n'a pas poussé à fond la révolte, dépassé la provocation par la vigueur de la réponse... et fait du 3 mai un autre 19 juillet ? La réponse, ici, est moins assurée, parce qu'on ne discute plus sur des faits, mais sur des possibilités hypothétiques. Malgré tout, des choses sont certaines. Compagns édités prêt, pour mater la révolte et appeler les colonnes de l'U.G.T. — il avait même déjà fait un appel dans ce sens. Il était prêt à ouvrir sur le front d'Aragon une brèche de cinquante kilomètres. D'autre part, pour faire échec à ces colonnes, il aurait fallu appeler les colonnes de la CNT, c'est-à-dire agrandir la brèche jusqu'à 100 ou 150 kilomètres. Pense-t-on que Franco aurait eu la sottise de laisser ses armées immobiles et de ne pas profiter de l'occasion ?

Autre chose : une révolution peut-elle réussir à Barcelone seulement ? Évidemment non ! Or, ni Levante, ni Andalousie, ni surtout Madrid ne se sont montrés prêts à seconder une révolution catalane.

Enfin, si malgré cela, la révolution avait triomphé en mai, cela n'aurait abouti qu'à un rapide triomphe de Franco. Pense-t-on, en effet, que la France ou l'Angleterre qui refusent d'aider l'Espagne républicaine, auraient aidé l'Espagne libertaire ? Or, à l'heure actuelle, l'industrie espagnole tire toutes ses matières premières de l'étranger. Qu'on n'oublie pas en effet, que les principales mines sont entre les mains des nationalistes. Privés d'armes — autant russes que françaises — privés des matières premières propres à en fabriquer, qu'auraient fait les libertaires espagnols ?

L'on peut regretter certes que García Oliver et Federica Montseny n'aient pas eu une attitude plus digne — et je l'aurais aussi préféré ; mais cela n'empêche pas que la raison n'ait été de leur côté, — la raison dure, froide, triste, peu exaltante, mais la raison tout de même.

Pour ma part, voilà ma pensée sur l'action des « amis de Durruti ». Ils auraient été les derniers romantiques, dans une révolution qui avait déjà dépassé en août 36 le stade du romantisme.

Quant à leur programme, les précisions apportées par Prudhommeux ne m'ont pas convaincu. D'abord parce qu'il manque à la brochure dont il s'est servi une chose essentielle : la date. Et tout le monde comprendra l'importance de ceci : cette brochure est-elle sortie en avril 37, en même temps que le programme, pour l'éclairer et corriger ce que

les mots d'ordre, forcément stylisés, pouvaient avoir de trop brutal, ou bien est-elle récente et faite pour « arranger la sauce », devant certaines réclamations ?

Et puis, ces lignes ne calment pas toutes les inquiétudes. La Junte révolutionnaire y est présentée comme un organe des syndicats, une commission spéciale, en quelque sorte du comité national, puisqu'elle est nommée comme ce dernier. Or ne voit pas bien la nécessité de créer un mouvement comme les « amis de Durruti », si c'est seulement pour arriver à une petite modification d'ordre interne dans la CNT. Et la question que j'ai posée il y a 15 jours demeure : quel peut bien être le rôle de la Junte révolutionnaire ? Ou bien elle sera un organe intérieur du syndicat, ce ne sera donc qu'une commission de plus, utile peut-être d'ailleurs d'un point de vue décentralisation, mais hors de proportion avec le mouvement qui l'a engendrée et surtout avec le bruit que l'on fait au tour de ce groupement, ou bien elle aura les pouvoirs exceptionnels sur les syndicats même, et le programme n'a rien d'anarchiste.

Maintenant, quant à la dernière question : ce que je préconise pour remettre en marche la révolution espagnole ? — je confesse, pour le moment, mon ignorance. Et ceci n'est pas nouveau ! J'ai toujours dit que je ne voyais pas ce qu'il fallait faire, — et que pour cette raison, je m'abstenais de toute critique à l'égard de la CNT — sauf en ce qui concerne les événements premiers, juillet-août 36, parce que ça c'est déjà de l'histoire. Et j'ai toujours dit que les anarchistes français n'avaient pas le droit de critiquer les anarchistes espagnols, parce qu'ils n'étaient pas capables de leur indiquer ce qu'il fallait faire — révolutionnairement parlant.

Oh, j'entends bien : dans certaines circonstances, certains on se dit ce qu'il ne fallait pas faire. Mais dire ce qu'il ne faut pas faire, sans indiquer en contre-partie la voie à suivre, c'est dire seulement ce qu'il ne faudrait pas faire (sous-entendu, si on pouvait faire autrement, si les circonstances s'y obligeaient pas).

Je précise : il y a, en Espagne, trois blocs : Franco, les forces étatiques (républicains, socialistes, communistes), la révolution (encore existentielle, jusqu'en juin, une quatrième force, à la fois étatique et révolutionnaire, celle du P.O.U.M.). Avec la première force, la CNT, est en lutte ouverte — luttant à mort. Avec la deuxième, elle est à la fois alliée et rivale. Les anarchistes français ont constamment regardé cette rivalité comme la question primordiale, voire la seule question, et toutes les solutions commentées ont donné au problème espagnol indigne comment la CNT peut prendre le pas sur les forces étatiques, mais compte non tenu du fascisme. Une méthode, pourtant, qui amènerait une victoire sur l'Etat espagnol, mais qui amènerait, 15 jours après, la victoire de Franco, est à mon sens une mauvaise méthode. Comme ce serait également une mauvaise méthode que de sacrifier la révolution à la guerre ! Et personne n'a indiqué comment on pouvait à la fois, battre le fascisme et assurer la révolution.

La seule voie qui reste, dès lors, c'est la voie des compromis. Nous avons besoin des concessions réciproques. Et c'est à ceux auxquels répugne cette voie qu'il revient d'en indiquer une autre.

Le plénum économique de Valence a pris résolution ce chemin : la voie de la sagesse — avec les qualités et les faiblesses que suppose ce mot. Il a tenté d'organiser l'économie collectivisée, de manière à ce que, « tiens » en face de l'économie capitaliste. Cela n'a peut-être rien d'exaltant ; ça n'a pas la poésie épique d'un 19 juillet. On peut parler même de recul stratégique — et c'est peut-être vrai par certains côtés — à condition que cette méthode conserve toutes les possibilités de révolution et qu'elle donne aux révolutionnaires des moyens accrus de révolution. Aucune des deux choses n'est négligeable.

La dernière défaite de Tàrruel n'est pas faite — hélas ! — pour nous faire changer d'avis. Deux choses existent en Espagne : la guerre et la révolution. Pousser plus loin la révolution, c'est affaiblir le potentiel de guerre — et devant ce nouvel échec, est-on si sûr de la victoire, pour affaiblir ce potentiel ?

Ah ! si comme le croit — ou feint le croire — Trotsky, c'est le manque d'enthousiasme qui avait causé la défaite, un renouveau révolutionnaire, recréant cet enthousiasme, assurerait au contraire la victoire. Mais tel n'est pas le cas. L'enthousiasme ne manquera pas et il avait été soigneusement chauffé — par une propagande révolutionnaire, justement. C'est le mordant, c'est la foi qui ont fait aussi magnifiques le succès de décembre. Et puis... les circonstances ont changé... et le mordant s'est brisé contre les tanks et sous les bombes d'aviation.

Alors ? Que faut-il faire pour remettre en marche la révolution espagnole ?... Et quand les dirigeants de la CNT répondent : « Il faut d'abord traquer la guerre », que peuvent répondre leurs détracteurs ?

Toute révolution a ses flux et ses reflux. La révolution française a eu son 91 ; la révolution russe a eu son juillet 17. Cela n'a empêché, ni 93, ni l'octobre 17.

J'ai confiance que la révolution espagnole reprendra ; que le souhaiterai qu'elle reprenne immédiatement, mais je n'en oserais guère la possibilité tant que garde tout de même confiance que le 93 espagnol n'attendra pas quatre ans après son 19 juillet. Paul LAPEYRE.

ÉCLAIRCISSEMENTS

1. Un terrain commun est établi entre P.L. et A.P. Aucune organisation n'est bonne ou révolutionnaire dans l'absolu. Aucune organisation n'a « toujours raison ». En surimposant en idéalisant les « Amis de Durruti » on leur rend un mauvais service, de même qu'en idéalisant la FAI ou la CNT, car le contraste entre idéal et réalité ne manque pas d'apparaître un jour et de décevoir si gravement les adorateurs que ceux-ci deviennent des ennemis acharnés. Ou (ce qui est encore pire) l'adorateur l'emporte sur le sens des réalités et le Dieu déchu reçoit, au fond du cloaque où il s'enfonça, les hommages d'autant plus fanatiques de ses bontéux sectateurs.

Il ne s'agit pas de défendre une organisation dans l'absolu, mais de lui être pratiquement utile, en la poussant de l'avant, en lui donnant, si possible, assez d'élan pour sortir de l'ornière fautive lorsqu'elle s'y engage, et ce travail ne peut être que le résultat d'un immense effort collectif. Le plus gros du travail sera, croyons-nous, accompli par les JLL et les militants aguerris de la base des syndicats.

2. Une force prolétarienne comme la CNT et ses deux millions de membres, lorsqu'elle est plongée dans une situation telle que la tragédie espagnole, ne peut, évidemment, pas s'abstenir en un domaine quelconque de la vie sociale. Il ne lui suffit donc pas de savoir ce qu'il ne faut pas faire (prescriptions toujours valables qui forment l'héritage principal de l'anarchisme traditionnel), mais surtout ce qu'il faut faire, compte tenu de tous les risques et de toutes les forces en présence.

C'est justement par ce point que pèche l'argumentation de P.L., lorsqu'il formule « Révolution d'abord » — qui suppose une attitude d'attente, d'abstention, de pure négativité face à tous les problèmes de la guerre — il oppose la formule « Guerre d'abord » — qui n'est pas moins négative, et qui l'est même davantage, en ce qu'elle renvoie à demain (ou jamais) la résolution des problèmes d'action sociale qui ne peuvent jamais être différés et qui dominent tous les problèmes, même le problème militaire.

Ce que nous demandons à la CNT, et ce que lui demandent les deux millions de travailleurs qui lui ont donné leur confiance, c'est de tenir compte de tous les facteurs et de porter à tous les problèmes une solution d'action (et non d'abstention ou d'attente) qui soit conforme à la nature de la CNT, à ses méthodes, à sa finalité, à sa volonté, à sa structure — bref à l'emploi le plus efficace et le plus total des forces dont elle dispose.

3. Le manque de solutions valables en face des problèmes actuels est précisément ce qui caractérise l'ensemble des partis politiques de droite et de gauche et des forces sociales espagnoles groupées en dehors de la CNT. Ceci est apparu assez nettement le 19 juillet, pour placer la CNT dans une position où elle pouvait engager une sorte de dialogue avec le reste du pays, et parler haut et clair en confrontant son programme avec l'absence de programme des autres éléments — au lieu de renoncer à son programme pour adopter des mesures étonnantes à son esprit et à la réalité, mais dictées de l'extérieur. Il est évident que les mesures d'ordre politique, militaire ou financier prises par la CNT valent mieux que pas de solutions du tout et une attitude purement négative. A ce titre, elles ont, d'ailleurs, bénéficié de l'accord explicite ou tacite de l'organisation elle-même ; elles ont été « ratifiées par la base ». Il n'en est pas moins que ces solutions n'appartiennent pas à l'idéologie anarchiste ni à l'organisme confédéral et appliquées par la CNT ont été proposées ou imposées par les cercles républicains et par les communistes russes, dans le domaine gouvernemental comme dans le domaine militaire.

Il est peut-être préférable de gouverner et de militer soi-même que de laisser quelqu'un d'autre le faire à sa place, mais le gouverner et le militer sont deux domaines dans lesquels les forces spécifiques de l'anarchisme et celles du peuple travailleur en général sont amoindries, infériorisées, paralysées, inutilisées, tant au détriment de la bourgeoisie antifasciste que de l'ennemi extérieur. Quant à la sphère de l'organisation économique, on ne fera difficilement croire que le mieux pour la CNT était de suivre les suggestions de Juan Fabregas et de copier à l'usage de l'Espagne antifasciste l'exemple financier de Schacht en Allemagne fasciste. C'est la seule voie qui est en train de se faire, semblait-il, et la seule à laquelle nous éprouvons à constater que la CNT réussit à survivre par ses propres moyens et à consolider son influence est bien loin d'être sans mélange ; ne pas à chiper leur programme aux forces adverses, mais à leur faire appliquer notre programme. Lorsque l'UGT faisait l'effort collectif anarchiste, à l'imitation de la CNT et sous l'empire des circonstances, le succès était plus grand pour notre mouvement qu'aujourd'hui que la CNT fait du socialisme d'Etat.

4. Et Catalogne s'accomplit un effort de réorganisation sociale sur ses bases administratives, et sous la direction des libertaires, représentant l'immense majorité du peuple. Les libertaires ont le mérite d'avoir été en grande partie les initiateurs de la situation révolutionnaire et de l'avoir préservée de la déqualification qu'ils exercent aussi bien sous le signe de la réalité, commettant une déloyauté politique et un crime contre la Révolution. (Léonidas Castellan, président de la Ligue Espagnole des Droits de l'Homme.)

Voix sympathique

CHER CAMARADE, Je ne suis pas anarchiste. Mais les anarchistes ont bien des qualités que l'on voudrait voir en possession de pas mal d'hommes et particulièrement des socialistes, dont je n'ai pas le mérite. Je crois que si je puis détruire dans les milieux où je travaille, politiquement et socialement, les légendes qui persistent sur votre compte, j'aurai rendu un réel service à la cause révolutionnaire, tant en dépit des critiques que l'on peut vous faire, vous êtes l'image vivante la plus parfaite qui soit. Très bien aussi votre enquête sur le P.O.U.M. Encore une service signalé à la cause révolutionnaire, puisque cette enquête sert la vérité. J.R.